

« L'inflation va peser largement sur les très pauvres »

Entretien avec l'économiste Lucas Chancel, principal auteur du dernier rapport sur les inégalités mondiales. P. 10



ALEXANDER ERMOLCHENKO/REUTERS

À Zaporijjia, le risque d'un accident nucléaire

Enjeu de la guerre entre Moscou et Kiev, la plus grande centrale d'Europe est menacée par des opérations militaires. P. 13

MERCREDI 17 AOÛT 2022. | N° 23503. | 2,50 € | www.humanite.fr

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS



DELPHINE LEFEBVRE

CHRONOPOST, UNE GRÈVE POUR LA DIGNITÉ

Depuis 253 jours, des travailleurs sans papiers d'un sous-traitant de La Poste bataillent pour leur régularisation, à Alfortville (Val-de-Marne). Une lutte soutenue par de nombreux habitants. P. 2





ÉDITORIAL

PAR PIERRE
BARBANCEY

Mali, c'est fini

Le dernier soldat français a quitté le sol malien. L'opération « Barkhane » est terminée. Un échec colossal, tant d'un point de vue militaire que politique. L'intervention de l'armée française, d'abord sous l'appellation « Serval » puis transformée en « Barkhane », décidée sous François Hollande et prolongée par Emmanuel Macron, n'a atteint aucun des objectifs annoncés, si ce n'est la « libération » précaire de Gao et Tombouctou. Les groupes djihadistes n'ont pas été arrêtés. Pis, ils ont essaimé et se sont propagés telles des cellules cancéreuses non seulement au Mali mais également dans les pays voisins, notamment le Niger et le Burkina Faso. Les incursions se sont faites de plus en plus nombreuses dans le golfe de Guinée.

Les raisons de cet échec sont multiples. À commencer par l'idée que la solution était militaire et seulement militaire. Or, aucune des causes de la déstabilisation du Mali n'a été traitée. L'obscurantisme, tout comme le banditisme ou les conflits internes entre les différentes populations, puise ses sources dans la mal-vie des jeunes Maliens, le chômage et le manque de développement. Derrière la façade de la lutte contre le terrorisme, l'approche apparaît pour ce qu'elle est : une défense des intérêts français, d'où une nécessaire domination politique, économique et militaire. En témoignent les accords d'Alger

Derrière la façade de la lutte contre le terrorisme: une défense des intérêts français.

signés en 2015. Conçus à l'extérieur mais imposés au Mali et qui n'ont rien réglé. Pour la France, très liée au mouvement touareg, la régionalisation apparaissait comme la solution ultime, même au prix d'une implosion du pays.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, qu'un sentiment antifrançais, certes attisé par la Russie et par l'incurie de la classe politique malienne, se soit développé et qu'un premier putsch ait renversé le gouvernement en place en mai 2020, avant qu'un deuxième coup d'État ne se produise dix mois après. Malheureusement, il ne semble pas qu'Emmanuel Macron ait tiré les enseignements de ce désastre. Parties du Mali, les troupes françaises se sont redéployées entre le Niger, le Tchad et le Burkina Faso. En l'absence d'un véritable changement de cap, Paris n'a gagné là qu'un simple sursis. ■

« Ce pouvoir nous fait la guerre »

DUMPING SOCIAL Depuis 253 jours, des travailleurs sans papiers employés par un sous-traitant de La Poste bataillent pour obtenir leur régularisation, à Alfortville (Val-de-Marne). Leur grève est soutenue par de nombreux habitants.

Quand on les a rencontrés pour la première fois, en janvier dernier, ils venaient de planter leur piquet de grève. À Alfortville, une vingtaine de travailleurs sans papiers employés par un sous-traitant de La Poste se préparaient à braver les rigueurs de l'hiver, armés de simples couvertures et d'un stoïcisme à toute épreuve. « *Le froid, on s'en fout, nous continuerons jusqu'à la régularisation* », se mariaient-ils alors. Depuis, trois saisons se sont écoulées, leur campement de fortune a défié la pluie, le vent et une canicule estivale. Mais la situation n'a pas bougé d'un iota. Aboubacar Dembele, trentenaire polyglotte né au Mali – il parle couramment cinq langues, dont le français, l'arabe et le bambara –, prend la chose avec une certaine philosophie. Il a le flegme rigolard de ceux qui en ont vu d'autres : quand on a traversé la Méditerranée, par nuit noire, sur une coquille de noix, on n'est plus impressionné par grand-chose. « *Je suis arrivé en Europe le 4 décembre 2018, se remémore-t-il. J'avais embarqué au Maroc sur un Zodiac, à 3 heures du matin, direction Malaga (Espagne). La Croix-Rouge nous a secourus à proximité des côtes.* »

ENRÔLÉ DANS UNE ARMÉE D'INVISIBLES

Porte-parole du campement, c'est lui qui nous accueille aux côtés de ses camarades. Les visiteurs prennent place sur un canapé défoncé mais toujours fonctionnel, sauvé des encombrants, comme la plupart du mobilier présent ici. Assis devant une table basse, Aboubacar poursuit le récit de sa vie. Né dans une famille modeste, il a trouvé le moyen de décrocher une maîtrise de droit, à l'université de Bamako, avec pour projet de devenir conseiller juridique. Mais, devant un horizon professionnel étroit comme un soupirail, il a préféré mettre le cap sur l'Europe : « *Il fallait nourrir la famille, payer les frais de scolarité des enfants. Je suis l'aîné, et, chez nous, c'est aux aînés de trouver la solution : je suis donc parti.* »

C'est un ami qui le fait embaucher chez Derichebourg, sous-traitant de La Poste, à Alfortville. Nous sommes en 2020, la France se barricade face au Covid, et Aboubacar

se retrouve enrôlé dans l'armée invisible des « travailleurs essentiels », ceux que « *nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal* », comme le dira Emmanuel Macron dans un discours resté célèbre. Lorsqu'ils évoquent, aujourd'hui, les conditions de travail chez Derichebourg, Aboubacar et ses camarades ne peuvent s'empêcher de serrer les dents : « *On se retrouve dans un hangar, devant un tapis roulant qui fait défiler les colis. Pendant cinq heures de suite, il faut identifier ceux qui vous reviennent, les sortir de la file et les empiler en fonction de leur destination. Les pauses toilettes sont interdites. Un contremaître, sur une plateforme, vous aboie dessus en continu, pour vous dire d'accélérer la cadence.* » Le tout pour 600 euros par mois, avec des horaires impossibles.

UN POINT DE RALLIEMENT

« *C'est simple : il n'y a que des travailleurs sans papiers pour accepter ça.* » Le constat, lucide, est signé Christian Schweyer. Retraité encarté à la CGT, il anime le CTSPV (Collectif des travailleurs sans papiers de Vitry), qui soutient la lutte des Chronopost depuis le début. Il pointe la responsabilité du groupe postal dans le pourrissement de la situation : « *La bataille que nous menons concerne trois sites du groupe. Lorsque les conflits ont été médiatisés, la seule réaction de la direction de GeoPost (branche chargée de la livraison de colis – NDLR) a été de rompre son contrat de sous-traitance avec Derichebourg. Et encore, nous*

« Nous n'avons droit à rien, mais nous payons les cotisations qui profitent à tous. »

ABOUBACAR DEMBELE

pour les sans-papiers de la région : la nouvelle de la mobilisation s'est répandue comme une traînée de poudre à travers les foyers de travailleurs, de Créteil (Val-de-Marne)

ne savons pas si cette rupture concerne l'ensemble des sites. » Contactée, la direction nous répond que « *Chronopost continue de travailler avec Derichebourg sur quelques sites en France.* »

Avec le temps, le campement d'Alfortville s'est mué en point de ralliement

REPORTAGE



Depuis décembre dernier, les travailleurs sans papiers d'Alforville ont eu tout le temps d'étoffer leur campement grâce à la solidarité des associations et des élus locaux.

Bakari Sissoko (en bas au centre), régularisé en 2019, apporte son soutien. Aboubacar Dembele (en bas à droite) promet qu'ils iront jusqu'au bout.



à Montreuil (Seine-Saint-Denis), et les gens ont accouru pour se mêler à la lutte, partager leur expérience ou donner un coup de main. Les effectifs atteignent désormais 150 personnes en moyenne. Certains soirs, ils se rassemblent autour de l'unique poste de télé du campement, branché sur BFMTV, où ils prennent des cours de politique française en accéléré. Les interviews des ministres les mettent souvent en rogne, et ils en veulent tout particulièrement à Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, qui milite pour un durcissement de la politique migratoire. « À la télé, les ministres comme Darmanin nous présentent

comme une menace, cingle Aboubacar. Ce pouvoir nous a déclaré la guerre, alors que nous ne sommes que des travailleurs qui réclamons le droit de ne pas être exploités. Nous n'avons droit à rien, mais nous payons les cotisations qui profitent à tous. »

UN ÉLAN DE SOLIDARITÉ

Depuis décembre dernier, ils ont eu tout le temps d'étoffer leur campement, alignement de tentes bricolées à partir d'armatures en bois, qu'ils ont recouvertes de bâches pour se protéger des intempéries. Le syndicat Solidaires,

soutien actif du mouvement, a fourni deux barnums. « La canicule, ce n'est pas le pire, relativise Aboubacar. La plupart d'entre nous viennent d'Afrique, alors les fortes chaleurs, vous savez... Le froid, c'est plus embêtant : cet hiver, nous dormions à quatre sur des matelas deux places, histoire de nous tenir chaud. » Le trentenaire nous fait la visite du camp : il y a la tente cuisine, où se préparent les repas pris en commun ; la tente salon, encombrée de canapés récupérés au gré des trouvailles, qui tient aussi lieu de salle de repos ; des tentes dortoirs au confort sommaire. Et une cambuse, remplie des victuailles offertes par les ■■■

particuliers. Car les travailleurs ont reçu assez tôt le soutien spontané d'une partie de la population. « Des habitants viennent nous apporter de la nourriture ou remplir la caisse de grève, se réjouit Diarra Boulayé, ami d'Aboubacar et marien comme lui. Cela nous donne du courage, de la force pour tenir. » Les associations de la ville ont très tôt organisé cet élan de solidarité, à l'image de Socialidaire, une structure dirigée par Nordine Terranti, qui fournit des repas au campement tous les week-ends. « Pendant l'été, nous avons arrêté, mais nous reprendrons dès mi-septembre, assure-t-il. Nous collectons des denrées alimentaires auprès des commerçants de la ville ou des habitants, et, ensuite, nous préparons nous-mêmes des repas pour cent personnes. Nous tenons vraiment à cuisiner pour les grévistes : c'est une manière de leur témoigner notre considération. »

LES ÉLUS MONTENT AU CRÉNEAU

Si Nordine se sent à ce point concerné, c'est aussi parce qu'il sait mieux que quiconque la violence que l'État inflige parfois à ces enfants venus d'ailleurs, pour l'avoir vécue dans sa propre chair : né en France en 1962, de parents algériens, il n'a été naturalisé que très tardivement. « Je sais ce que c'est de cavalier après un titre de séjour, résume-t-il. Tous les dix ans, vous vous retrouvez à faire la queue devant la préfecture, à quatre heures du matin, pour renouveler votre autorisation. Vous tremblez comme une feuille, parce que vous savez qu'au moindre papier manquant, le dossier n'est pas repris et qu'il faudra tout refaire. Le sort réservé aux sans-papiers aujourd'hui me fait vomir. »

Les responsables politiques sont aussi montés au créneau. Le 1^{er} août, une lettre signée par une douzaine d'élus de gauche du Val-de-Marne a été envoyée à la préfète du département pour soutenir les demandes de régularisation. Sans succès pour l'instant. « En 2019, une longue bataille de travailleurs sans papiers de Chronopost avait débouché sur des régularisations, souligne Christian Favier, président honoraire (PCF) du département. Nous avons pu compter sur le rôle déterminant du préfet de l'époque. La nouvelle préfète est davantage dans une mise en œuvre classique de la politique gouvernementale en matière d'immigration. Et cette politique est connue : il s'agit surtout de donner des gages à la droite, voire l'extrême droite. »

De son côté, la mairie d'Alfortville se démène pour trouver une issue à un conflit qui s'enlise. « Tout le monde se renvoie la balle, peste Luc Carvounas, maire (PS). Chronopost, qui s'est contenté de

rompre son contrat avec son sous-traitant ; Derichebourg, qui nous rétorque que c'est à nous de régler le problème ; et le gouvernement, qui refuse de régulariser. Je cherche à mettre tous les acteurs autour de la table. » En tant qu'actionnaire de La Poste, le gouvernement pourrait décider de peser sur la politique de sous-traitance du groupe, partie intégrante de son modèle économique (voir ci-contre). Mais, pour l'heure, les ministres concernés ont tous prudemment botté en touche.

Rien qui ne puisse entamer l'optimisme inébranlable d'Aboubacar et des autres. Lorsqu'elles traînent en longueur, les luttes sociales produisent souvent des effets paradoxaux : le découragement qui gagne inévitablement les esprits est contrebalancé par la nécessité de continuer, pour ne pas alimenter le sentiment d'avoir bataillé en vain. Et puis, le jeu en vaut la chandelle : « Nous nous battons jusqu'à la régularisation, promet Aboubacar. Les papiers, c'est la liberté de circuler comme on veut, sans crainte d'être expulsé. C'est la possibilité de bosser enfin dignement. » ■

« La préfète est dans la mise en œuvre d'une politique gouvernementale. Il s'agit surtout de donner des gages à la droite. »

CHRISTIAN FAVIER,
PRÉSIDENT HONORAIRE (PCF)
DU DÉPARTEMENT

CYPRIEN BOGANDA
REPORTAGE PHOTO : DELPHINE LEFEBVRE



Chez Chronopost, le coût de la sous-traitance s'envole d'année en année : en 2020, il frôlait les 600 millions d'euros, contre environ 455 millions en 2017. SÉBASTIEN ORTOLA/REA

Le coût humain de la financiarisation

La direction de La Poste s'accroche à son modèle, fait de compression des coûts et de gains de productivité, malgré les dérives pointées du doigt par les syndicats.

À La Poste, l'emploi de travailleurs sans papiers par des sous-traitants peu scrupuleux n'est que la conséquence d'un vaste système de dumping social. Cette stratégie est revendiquée sans ciller par le PDG du groupe, Philippe Wahl, qui déclarait en février 2021, face aux députés : « Certaines des filiales de La Poste ne pourraient pas fonctionner sans sous-traitance. (...) Si nous avons les conditions sociales des facteurs transposées sur tous les salariés de Chronopost, Chronopost disparaîtrait. Nous avons besoin de la sous-traitance (...) parce que les concurrents exercent une pression sur les prix et les marges. »

La direction n'a aucune envie de revenir sur une stratégie faite de compression des coûts et de gains de productivité, qui a prouvé, selon elle, son efficacité. Depuis près de dix ans, Chronopost affiche un taux de croissance de son chiffre d'affaires supérieur à 10 % par an, avec un pic à 16 % en 2020. Quant au coût de la sous-traitance dans l'ensemble du groupe, il s'envole d'année en année : en 2020, il frôlait les 600 millions d'euros, contre environ 455 millions en 2017.

409 MILLIONS D'EUROS POUR LES ACTIONNAIRES

Officiellement, La Poste est toujours une société à capitaux publics - 66 % du capital sont détenus par la Caisse des dépôts (CDC), 34 % par l'État -, attachée à ses missions historiques : service universel postal, aménagement du territoire, accessibilité bancaire et distribution de la presse. Mais la financiarisation du groupe à marche forcée, encore accélérée par la récente prise de pouvoir de la CDC, menace ces engagements. Signe des temps, le

groupe vient d'acter le versement record de 724 millions d'euros de dividendes, selon des documents consultés par l'Humanité. Dans le détail, les actionnaires vont se partager 409 millions d'euros en cash et le reste en distribution d'actions nouvelles. Les postiers, eux, n'ont pas droit à la même prodigalité. Les profits du groupe « sont issus d'un ensemble hétérogène de croissance externe, de subventions publiques et surtout du travail des salariés et fonctionnaires du groupe, note SUD PTT. Et c'est là que le bât blesse, car jamais les quelque 180 000 agents de La Poste SA n'auront connu une telle austérité depuis 2019 ».

COMME UNE ENTREPRISE DU CAC 40

Irène Baudry, administratrice CGT représentant les salariés au conseil d'administration (CA) de La Poste, estime que le groupe ressemble de plus en plus à une entreprise du CAC 40, à mille lieues de ses objectifs originels : « L'ensemble des décisions qui me sont soumises au CA concernent surtout des achats de sociétés : on observe depuis plusieurs années un virage dans la gestion du groupe. Cette stratégie d'expansion capitaliste est totalement assumée par ses actionnaires, qui considèrent que ses activités historiques ne dégagent plus suffisamment de rentabilité... et pour cause, il s'agit de service public ! »

En attendant un hypothétique revirement stratégique, les syndicats appellent à freiner la course à la sous-traitance : « Il a été demandé maintes fois en CA de déprécier les travailleurs du groupe, signale Irène Baudry. Une véritable politique de sous-traitance à la marge permettrait que La Poste ne génère plus de rentabilité via du dumping social. » ■ C. B.